

J.-B. Thomas, « Insubordination ouvrière, auto-organisation et coordinadoras interfabriles en Argentine (1975-1976) », *Atlante. Revue d'études romanes*, 4, 2016, p. 125-150. ISSN 2426-394X

Insubordination ouvrière, auto-organisation et coordinadoras interfabriles en Argentine (1975-1976)

Jean-Baptiste Thomas

Université de Poitiers, CRLA-Archivos équipe ITEM, UMR 8132

Pour les gauches hexagonales le coup d'État de 1976, en Argentine, et le putsch uruguayen, trois ans plus tôt, ont moins d'impact, politiquement, que celui conduit par Augusto Pinochet, au Chili, en septembre 1973. Indépendamment de leur degré de sauvagerie, si tant est que la barbarie soit commensurable, leur objectif politique est pourtant similaire. Contrairement au discours officiel des généraux prenant le pouvoir à Buenos Aires et à Montevideo et à rebours de la vision, très liée à une lecture « guérillérissante », que l'on peut avoir, a posteriori, des gauches radicales du Cône sud, la question, pour les militaires, n'est pas uniquement de mettre fin à une conflictualité qui serait réductible à l'existence de puissantes organisations politico-militaires¹. L'objectif des coups d'État traumatisant le Cône sud à partir de 1973, c'est, fondamentalement, la mise au pas d'un mouvement ouvrier et d'une jeunesse qui s'inscrivent, régionalement, dans une séquence globale de contestation de

¹ Voir Jean-Baptiste THOMAS, « Cinco relatos y varias historias: la Argentina setentista en el debate político, historiográfico y cultural », in Lauriane BOUVIER, coord., *Mouvements sociaux et effervescences révolutionnaires dans le Cône sud*, Société des Langues Néo-latines, contributions en ligne, dernière consultation 12/01/2016, <http://neolatin.es.free.fr/wp/wp-content/uploads/Colloque-Grenoble-5.pdf>

l'ordre établi propre aux années 1968. En Argentine, depuis 1969, des segments conséquents du salariat et, plus largement, de la jeunesse, participent à un cycle d'insubordination extrêmement tempétueux et violent qui secoue les assises systémiques du pays. En 1973, en revenant au pouvoir après dix-huit années de proscription, le péronisme, tuteur et référent historiques du monde du travail, peine à contenir cette intense poussée ouvrière et populaire et se retrouve progressivement débordé, sur sa gauche et en son sein même, par ce processus.

Pour justifier le putsch, Pinochet invoquera les « cordons de la mort »² à propos des Cordons industriels chiliens. Dans l'Argentine voisine, c'est de « guérilla d'usine » dont parlent les analystes les plus lucides³, une façon de localiser précisément le principal foyer d'instabilité que connaît le pays et qui dépasse, de loin, la seule dynamique d'affrontement entre l'État et les appareils de la gauche politico-militaires. Au cours de la séquence politico-sociale la plus tendue de la période 1969-1976, qui va du *Rodrigazo* — le mouvement de l'hiver 1975⁴ qui est surtout la première grève générale de la classe ouvrière argentine contre un gouvernement péroniste — jusqu'au coup d'État de mars 1976, cette « guérilla d'usine » prend corps autour des *Coordinadoras interfabriles*⁵.

Si la période 1974-1976 est l'une des moins étudiées de cette séquence allant du coup d'État de Juan Carlos Onganía, en 1966, à celui de Rafael Videla, en 1976, la question des *Coordinadoras* l'est encore moins, alors qu'elle est essentielle pour comprendre la période et son dénouement tragique⁶. En travaillant, notamment à

² Cité dans Franck GAUDICHAUD, *Poder popular y cordones industriales*, Santiago, LOM, 2004, p. 35.

³ L'expression est notamment utilisée par le leader de l'opposition, Ricardo Balbín. Voir l'analyse qu'en fait le Département d'État américain, « Industrial Terrorism. Guerrilla Warfare on Factory Floor » [American Embassy Buenos Aires to Department of State, câble diplomatique déclassifié], Buenos Aires, 02/12/1975, p. 2-3.

⁴ Nous ferons référence tout au long de l'article au calendrier de l'hémisphère sud.

⁵ Lorsque nous ne précisons pas, le terme de *Coordinadora(s)* se réfère aux structures sectorielles, zonales ou régionales. Lorsque nous précisons *Mesa*, nous nous référons à l'expérience cordobaïse. Enfin, lorsque nous mentionnons le terme *Coordinadora interfabril metropolitana*, nous nous référons aux deux seules véritables réunions régionales des structures portègues et du Grand Buenos Aires ayant pu être organisées, en juin et en juillet 1975.

⁶ Les seules exceptions sont les récents ouvrages de Facundo AGUIRRE et Ruth WERNER, *Insurgencia obrera en la Argentina, 1969-1976. Clasismo, coordinadoras interfabriles y estrategias de la*

partir de sources orales et de la presse militante de l'époque, conscient du fait que cette sous-séquence est encore l'objet d'une véritable bataille politico-mémorielle et qu'elle reste un champ d'études à approfondir, dans cet article nous nous centrerons plus particulièrement sur le *Rodrigazo*, de façon à mettre en lumière quelques-unes des tendances s'exprimant à travers ces structures horizontales, antibureaucratiques et combatives de coordination ouvrière au sein desquelles interviennent la gauche péroniste et la gauche révolutionnaire.

***Coordinadoras* « en soi » et « pour soi »**

Sans pour autant en réduire la portée politique, Franck Gaudichaud nuance la dimension des Cordons industriels chiliens à la veille du coup d'État de septembre 1973. Bien que cela puisse sembler paradoxal, compte tenu de l'attention moindre qui leur a été portée, on serait tenté de dire, en reprenant les catégories réemployées par Gaudichaud, qu'en termes d'influence, les *Coordinadoras* « en soi » et « pour soi »⁷ ont tout autant, voire davantage, de poids que les Cordons chiliens. En Argentine, ces structures auto-organisées se formalisent et commencent à influencer sérieusement la situation politique et sociale à partir de trois grandes zones comptant parmi les principaux bassins économiques et d'activité du pays, en l'occurrence le Grand Buenos Aires (Zone nord, sud, ouest-La Matanza, La Plata-Berisso-Ensenada), la capitale, la banlieue nord de Rosario et Córdoba.

L'exemple du Grand Buenos Aires et de la capitale fédérale permet d'avoir une idée de la prégnance des *Coordinadoras* au sein du salariat et du tissu économique et, par conséquent, de la menace qu'elles représentent pour un patronat qui a soutenu le retour du péronisme au pouvoir, seul capable de mettre « les Argentins

izquierda, Buenos Aires, IPS Ediciones, 2009, ainsi que Héctor LÖBBE, *La guerrilla fabril. Clase obrera e izquierda en la Coordinadora de Zona Norte del Gran Buenos Aires (1975-1976)*, Buenos Aires, RyR, 2006.

⁷ F. GAUDICHAUD, *op. cit.*, p. 35 ainsi que *in* Chili. *Mille jours qui ébranlèrent le monde*, Rennes, PUR, 2013, p. 123-124.

d'accord »⁸, mais se retrouve, à partir de 1974, face à une situation de conflictualité sociale croissante et bientôt incontrôlée. Dans « la zone métropolitaine [qui constitue, selon les autorités,] la grande ville industrielle du pays⁹ », le phénomène touche près de cent trente établissements industriels ou du tertiaire, où sont actives des équipes militantes combattives de gauche radicale qui y interviennent et sont en capacité d'y diriger des conflits. Le noyau central des *Coordinadoras* est composé de grandes entreprises ou de grosses PME représentatives des secteurs les plus dynamiques du capital argentin, privé ou public (à l'instar des chantiers navals d'Astarsa, dans la Zone nord, de l'usine métallurgique Saiar, dans la Zone sud, ou encore du gros abattoir et usine de conditionnement Swift, pour la région de La Plata-Berisso-Ensenada) mais également du capital international (il suffit de songer à la participation aux *Coordinadoras* des équipes militantes de Ford, Mercedes Benz ou Peugeot, dans la banlieue portègne). Si l'on s'intéresse aux vingt-sept établissements industriels cotés à la Bourse de Buenos Aires en 1976, dans dix-neuf d'entre eux un Comité de lutte, un Corps de délégués voire une Commission interne, la structure syndicale d'entreprise de base en Argentine, participe activement aux *Coordinadoras*. Ces quelques chiffres donnent une idée de l'importance du phénomène¹⁰.

Ces structures plongent leurs racines dans un certain nombre de conflits éclatant, à partir de 1973, dans la nécessité de coordonner les forces militantes pour affronter la chape de plomb de la bureaucratie syndicale qui agit plus que jamais, à partir de la signature du Pacte social, en juin 1973, en relais du ministère du Travail.

⁸ Juan Domingo Perón cité in Liliana de RIZ, *Retorno y derrumbe: el último gobierno peronista*, Buenos Aires, Hyspamérica, 1987, p. 101.

⁹ SECRETARÍA DE PLANEAMIENTO Y DESARROLLO, *Diagnóstico de la estructura económica de la provincia de Buenos Aires*, La Plata, Gobernación de la Provincia de Buenos Aires, 1979, p. 81.

¹⁰ Calculs réalisés en croisant les données élaborées par F. AGUIRRE et R. WERNER, *op. cit.*, notamment p. 219-220 et les tableaux 1 à 5 p. 509-515, celles relevées dans la presse militante de l'époque (notamment *Avanzada Socialista*, hebdomadaire du Parti Socialiste des Travailleurs, et *Prensa obrera*, hebdomadaire de Politique ouvrière) et celles du secrétariat à la Planification et au Développement de la Province de Buenos Aires (cf. SECRETARÍA DE PLANEAMIENTO Y DESARROLLO, *Diagnóstico de la estructura económica...*, *op. cit.*, notamment tableau 29, p. 66 et suivantes).

Elles sont également à chercher du côté des réseaux de solidarité se mettant en place en direction des luttes les plus emblématiques de la période, à commencer par le mouvement des métallos de Villa Constitución, entre avril et mai 1975¹¹, ainsi que dans la mise en place des structures de négociation paritaire à partir du second trimestre de cette même année.

Ces *Coordinadoras* sont animées par des équipes militantes qui ont vu leur audience s'accroître au fil du temps. La Jeunesse Travailleuse Péroniste (JTP), structure syndicale de Montoneros, y est la force prépondérante, mais elle est suivie de près par le Mouvement Syndical de Base (MSB) animé par le Parti Révolutionnaire des Travailleurs (gauche guévariste). On y retrouve également les autres courants de l'extrême gauche argentine, à commencer par ceux qui refusent la logique politico-militaire des organisations guérilléristes mais défendent une orientation résolument « lutte de classe » (*clasista*), à l'instar des trotskystes du Parti Socialiste des Travailleurs (PST), de Politique Ouvrière (PO) et du réseau s'articulant autour du Péronisme de Base (PB), autant de courants qui font le pari d'un approfondissement du processus révolutionnaire axé sur les structures de double pouvoir ancrés sur le territoire productif (usines et services).

Signe des temps, à partir de l'hiver 1975 notamment, les questions qui sont soulevées par ces différents courants et les revendications qu'ils défendent débordent les entreprises dans lesquels ils sont insérés. Comme le rapporte Juan Dowling, ouvrier de la pétrochimie de PASA San Lorenzo¹², à propos des entreprises de la Zone nord de Rosario dont les militants font le tour, à la veille du *Rodrigazo*, pour inciter au débrayage,

¹¹ Villa Constitución, le principal pôle sidérurgique du pays, est le théâtre de deux conflits très durs qui secouent l'autorité patronale et remettent en cause radicalement l'emprise de la direction péroniste locale du syndicat des métaux (UOM). C'est en solidarité avec ce conflit que se tient, en avril 1974, un premier « Plénier national » des secteurs en lutte et c'est en défense des métallos de Villa, victimes d'une vaste opération de répression à partir d'avril 1975, que prend corps un important réseau de soutien au sein des entreprises les plus militantes du pays.

¹² Dowling est militant de Socialisme Révolutionnaire, petite organisation conseilliste qui intervient dans la Zone Nord de Rosario à partir de son bastion, PASA, la principale entreprise de pétrochimie en Argentine à l'époque et qui connaît, entre juillet et août 1974, un processus d'autogestion ouvrière directe de la production par les salariés.

[...] dans les AG, [...] nous sommes devenus majoritaires. Le discours, minoritaire auparavant, de dénonciation du caractère de classe du gouvernement péroniste, trouvait de l'écho chez nos collègues. Nos positions étaient timidement contrées par certains péronistes, qui finissaient tous leur intervention par un « si le Vieux [Perón, décédé en juillet 1974] était encore en vie, tout ceci ne serait jamais arrivé ». Mais [...] personne n'osait rompre l'unité d'action et tout le monde suivait les orientations ratifiées en AG¹³.

Les *Coordinadoras* au cours des journées de juin et juillet 1975

Sur fond d'aggravation de la crise économique et alors que se négocient les Conventions Collectives de Travail (CCT) et les réajustements salariaux afférents entre syndicats et patronat, le gouvernement d'Isabel Perón choisit de frapper un grand coup, en juin 1975, en gage de sa volonté de reprendre en main la situation. En nommant à la tête du ministère de l'Économie Celestino Rodrigo, la présidence se propose de mettre en musique un programme d'austérité et déflationniste. Ce faisant, Isabel sait qu'elle joue son va-tout aux yeux du patronat et des Forces armées en termes de capacité à briser la contestation sociale. Le pari de ce « choc productif » consiste à ce qu'en procédant « par surprise, soudainement, sans donner d'explications, [le gouvernement est] persuadé que, placée devant le fait accompli, la résistance ouvrière s'affaiblira immédiatement et que les syndicats finiront par accepter [le programme économique] par discipline péroniste »¹⁴. C'est pourtant tout l'inverse qui advient.

Après un mouvement de pression de cinq semaines qui finit par contraindre la direction de la Confédération Générale du Travail, courroie de transmission du

¹³ Juan Alfonso DOWLING, « Petroquímicos. La intersindical y la democracia. Una experiencia de lucha en la Zona Industrial de San Lorenzo », in Leôncio MARTINS RODRIGUES *et al.*, *Nuevas tendencias en el sindicalismo: Argentina-Brasil*, Buenos Aires, Biblos, 1992, p. 129.

¹⁴ Juan Carlos TORRE, *Los sindicatos en el gobierno, 1973-1976*, Buenos Aires, CEAL, 1983, p. 128.

gouvernement péroniste, à appeler à la grève générale les 7 et 8 juillet 1975, la résistance ouvrière va imposer l'homologation des CCT là où le gouvernement entendait procéder à des augmentations salariales au rabais et par décret. Pour ce qui est du ministre Rodrigo, dont le plan économique est enterré, il sera limogé, de même que l'ensemble des ministres qui répondent au sinistre José López Rega, le tout-puissant ministre des Affaires sociales. Cela ne débouche pas, selon nous, sur une « corporativisation » du gouvernement comme le soutiennent certains spécialistes du péronisme, à l'instar de Ricardo Sidicaro¹⁵. Santiago Senén González, que l'on ne peut soupçonner de sympathie pour l'aile marchante, la plus radicalisée, du *Rodrigazo*, souligne en revanche combien

[...] la CGT essaya de déguiser la grève [de juillet] en un [mouvement de] soutien au gouvernement [...] et bien que les événements de juin aient permis à la CGT [...] d'éliminer de la scène nationale José López Rega, le prix à payer fut très grand. Parallèlement aux dizaines de milliers [de grévistes] qui invectivaient *El Brujo* et [...] Celestino Rodrigo [lors du rassemblement monstre de la Place de Mai, le 27 juin], il y en avait encore davantage qui étaient en complet désaccord avec l'orientation de la centrale syndicale¹⁶.

Pour Isabel, le remaniement gouvernemental et l'intégration des syndicalistes au nouveau cabinet représentent surtout l'ultime tentative de s'appuyer sur les derniers secteurs du péronisme qui lui demeurent fidèles et sont capables d'offrir une digue de résistance à l'insubordination sociale qui perdure.

Le rôle des *Coordinadoras* est extrêmement important au cours de ces journées de juin et juillet 1975 auxquelles nous nous intéressons et continuera à l'être, avec des flux et des reflux, jusqu'en mars 1976. Elles sont l'expression de cette « résistance ouvrière » dont parle Torre et elles gagnent un poids certain au cours

¹⁵ Ricardo SIDICARO, *Los tres peronismos. Estado y poder económico*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2002, p. 113 et 132.

¹⁶ Santiago SENÉN GONZÁLEZ, *El poder sindical*, Buenos Aires, Plus Ultra, 1978, p. 31.

de la montée vers la grève générale, jouant un rôle d'aiguillon, voire même, tendanciellement ou localement, de direction alternative vis-à-vis de la CGT officielle.

Le cas cordobais est le plus avancé en cela qu'il s'agit de la seule région où c'est véritablement la *Mesa de gremios en lucha* qui dirige de bout en bout la mobilisation, laissant la CGT officielle au second plan, et ce à une époque où, rappelons-le, la province se trouve sous la férule du général de Brigade Raúl Lacabanne, créature de López Rega, et qui « gouverne » en s'appuyant sur la bureaucratie cégétiste et les commandos *Libertadores de América*, déclinaison locale de la Triple A. Malgré ce climat de terrorisme d'État, dès le 12 juin, les travailleurs du secteur auto, quelle que soit leur affiliation syndicale, débrayent massivement contre les décisions prises par le ministère de l'Économie et en défense des CCT, en marge des directives de la CGT qui, elle, cherche à temporiser. Ce faisant, comme le rappelle Juan Villa, secrétaire général du syndicat des travailleurs de Perkins (SITRAP, industrie automobile), ils entraînent dans leur sillage une bonne partie du salariat et de la jeunesse. Le 12, les colonnes des ouvriers de Fiat venant de la périphérie sud de la ville sont rapidement rattrapées par

[...] d'autres grévistes qui commencent à se joindre [à la manifestation] : des cheminots, des travailleurs du secteur bancaire. Nous étions plus de 10.000 en arrivant dans Córdoba. C'était une mobilisation comparable à ce que pouvait faire la CGT cordobaise à ses meilleurs moments [avant début 1974]¹⁷.

A Córdoba, le rythme, l'intensité et les modalités de la mobilisation sont dictées, jusqu'en mars 1976, par la *Mesa*, au point

[...] que l'on peut [la] définir [...] comme une sorte de centrale syndicale alternative, comme un très large front unique de secteurs ouvriers combattifs, ayant une très forte influence dans la vie

¹⁷ Entretien avec Juan Villa, ancien secrétaire général du SITRAP de Córdoba, Fonds F. Aguirre et R. Werner.

politique [de la province] et disposant d'une capacité de mobilisation impressionnante qui va la transformer, dans la rue, en un véritable [contre]pouvoir⁸.

Au cours du *Rodrigazo*, les *Coordinadoras* du Grand Buenos Aires ne vont pas être en mesure de jouer le même rôle que la *Mesa* cordobaise. Elles vont néanmoins se transformer en un puissant levier qui va exercer une pression permanente sur la CGT, en lien avec certaines des plus grosses usines de la banlieue portègne, ce que la direction de la centrale de la rue Azopardo ne pourra ignorer. Face au mécontentement croissant de la base salariée, la CGT va devoir gauchiser de plus en plus son orientation et finir par appeler à la grève générale les 7 et 8 juillet.

Auparavant, cependant, le 28 juin, se tient la première AG des *Coordinadoras* du Grand Buenos Aires et de la capitale. Il ressort de cette *Coordinadora interfabril metropolitana*, à laquelle participent l'ensemble des équipes syndicales combattives du Grand Buenos Aires, l'adoption d'un « Plan de lutte » qui prévoit notamment, là où la gauche radicale a un poids, l'organisation d'AG sur les lieux de travail afin d'informer de l'existence de la *Coordinadora interfabril* et de son programme. Les délégations exigent également des syndicats officiels qu'ils organisent des AG sur les lieux de travail, là où la gauche radicale ne serait pas en capacité de l'imposer ; la démission des syndicalistes ayant appuyé le Plan Rodrigo ; le retrait des mesures annoncées par le ministre de l'Économie ; des augmentations de 100% minimum ; l'élévation du salaire de base de 650.000 anciens pesos ainsi que la défense et l'homologation de toutes les CCT répondant à ces critères et qui auraient déjà été signées⁹. Les deux premiers points du programme vont effectivement être tenus dans les entreprises participant aux *Coordinadoras*, montrant ce faisant leur importance. C'est ce qui va contribuer à entretenir un climat d'agitation dans les

⁸ F. AGUIRRE et R. WERNER, *Insurgencia obrera...*, *op. cit.*, p. 254.

⁹ Voir *Boletín [de la Coordinadora interfabril metropolitana]* n° 2, 19/07/1975, cité in H. LÖBBE, *op. cit.*, p. 126. Par ailleurs, sur le plan politico-syndical, le programme défend la perspective de la reconquête par les travailleurs de leurs syndicats, de la démocratie syndicale et exige la libération de l'ensemble des militants politiques, syndicalistes et étudiants incarcérés.

autres unités de production qui ont déjà débrayé massivement le 27 juin 1975. C'est cet état d'esprit qui va structurer, jusqu'au 7 juillet, la montée vers la grève générale qui bat en brèche le gouvernement péroniste d'« Isabelita », veuve et héritière de celui qui avait été massivement élu à la présidence, dès le premier tour, en septembre 1973 avec 62% des voix. Dans l'un de ses communiqués distribués sous forme de tract, la *Coordinadora interfabril* souligne, en tirant un bilan a posteriori de la séquence, comment le plénier du 28 juin a débouché sur

[...] la grève, bien que la CGT n'y appelle pas [et qui devient effective] à partir du lundi 30 juin, avec des mobilisations en direction du siège de la CGT centrale et des sièges des CGT régionales, ou sur des AG sur les lieux de travail. C'est ainsi qu'a commencé à s'organiser la mobilisation du jeudi 3 juillet [à Buenos Aires et alentours]. La répression nous a interdit l'entrée dans la capitale [dont les principaux points d'accès sont, effectivement, solidement tenus par la gendarmerie de façon à empêcher l'entrée des cortèges de salariés dans Buenos Aires]. En tout état de cause, les rassemblements se sont transformés en AG énormes dans la rue²⁰.

La journée du 3 est, localement, d'une violence assez caractéristique de la séquence en cours, mais ce sont les grévistes qui tiennent en échec le gouvernement et ses soutiens. La situation que vivent La Plata et sa banlieue, ce jour-là, est assez symptomatique du climat national. Conglomérat urbain au tissu industriel extrêmement dense où la gauche radicale péroniste et marxiste a un poids certain, la capitale de la province de Buenos Aires ainsi que les localités adjacentes de Berisso et Ensenada sont le théâtre d'un véritable soulèvement

²⁰ Cité par Yolanda COLOM et Alicia SALOMONE in « La Coordinadoras fabriles de Capital y Gran Buenos Aires, 1975-76 », *Razón y Revolución*, n° 4, Buenos Aires, 1998 [réédition électronique consultée le 04/01/2016],

<http://www.razonyrevolucion.org/textos/revryr/prodetrab/ryr4ColomSalomone.pdf>, p. 10.

ouvrier. Comme le décrit Ricardo Sadava, délégué ouvrier combatif des chantiers navals Astillero Río Santiago (ARS) à Ensenada,

[...] au cours d'une AG réalisée [le 3 au matin dans l'enceinte de l'ARS qui emploie à l'époque 8.000 salariés, ce qui constitue la plus grosse concentration ouvrière de la région] on décide de se mobiliser. La direction du syndicat [...] s'y oppose. [On] exige qu'on vote sur la proposition et les collègues la ratifient [...]. On marche donc depuis l'usine jusqu'à la Place Belgrano [d'Ensenada] où l'on organise une nouvelle AG. Au milieu de l'AG arrivent les camarades de Propulsora [siderúrgica, usine métallurgique de 1.500 ouvriers d'Ensenada où le syndicat est tenu par la gauche radicale]. Les deux dirigeants qui prennent la parole sont Flamini (un dirigeant du PC) et un membre [du syndicat] de Propulsora, militant de la JTP. Flamini dit qu'on avait atteint notre objectif, et qu'il s'agit maintenant de se disperser dans l'ordre (...). Le PC voulait démobiliser la *Coordinadora de Gremios Combativos* [équivalent local des *Coordinadoras*] parce qu'il ne la contrôlait pas. Le délégué de Propulsora, lui, à l'inverse, propose de marcher sur [le siège de] la CGT : « On va aller à La Plata pour dire leur quatre vérités à la bureaucratie, aux Diéguez [responsable régional de la UOM] et aux Calabró [dirigeant de la CGT et gouverneur de la province] et pour virer ce gouvernement de corrompus et de vendus ». Les deux tiers des travailleurs de l'ARS approuvent sa motion [...].

Notre arrivée aux abords de La Plata est accueillie par des cris de joie par des groupes nourris de lycéens et de travailleurs. [...] Chaque cortège a ses drapeaux, et tout le monde reprend les mêmes slogans : « 14.250 [à savoir la revendication que soient homologuées les CCT] ou grève générale ! » ou encore « Applaudissez,

applaudissez, continuez à applaudir car le Sorcier [López Rega] doit mourir ! ».

Vers une heure et demie de l'après-midi, ce sont plus de 10.000 ouvriers qui sont rassemblés devant [le bâtiment faisant office de siège de la CGT]. A trois heures, Diéguez, de la UOM, sort au balcon de l'immeuble pour s'attribuer la paternité de ce qu'il présente comme une « victoire » dans le cadre des discussions paritaires. Les travailleurs de Propulsora le sifflent. Un de leurs représentants prend la parole : « si on est tous d'accord sur le fait que la loi 14.250 doit être appliquée, et bien on vous demande de sortir de là pour qu'on puisse mettre sur pied un comité de lutte unifié, pour qu'on puisse se mettre d'accord sur un plan de lutte » [...]. Un membre du Secrétariat de la CGT répond qu'ils doivent étudier la proposition. Pendant qu'on attend, les manifestants continuent à lancer des slogans : « Isabel, Isabel, combien gagne un ouvrier et combien gagne un colonel ? » et insultent copieusement Rodrigo [...].

La police provinciale [...] commence alors à nous lancer des grenades lacrymogènes. [...] Des centaines de petits groupes de manifestants se forment et commencent à affronter la police, retournent des véhicules et brûlent des pneus. Beaucoup sont armés. Il y a des commandos de l'ERP et de Montoneros, mais beaucoup de manifestants, qui ne sont pas pour autant des guérilleros : ils ont amené avec eux leur [pistolet] 22 millimètres. Depuis un bâtiment en construction à côté du siège [de la CGT], des francs-tireurs prennent position et commencent à faire feu sur la police. Les affrontements dans les rues adjacentes durent jusqu'à six heures du soir. Tout le centre de La Plata est militarisé [...]. Les manifestants commencent alors à se retirer mais des groupes se

reformer et certains barrent les rues avec des véhicules. Des tirs sont échangés en différents points de la ville : à proximité de la Plaza Italia, à côté du siège de la [CGT], à côté de l'Université. [...] On se souvient de ce 3 juillet 1975, à La Plata, comme l'un des faits d'armes les plus marquants du mouvement ouvrier²¹.

Toujours selon la *Coordinadora Interfabril*, « c'est ce climat d'organisation permanente en AG [*continuo estado de asambleas*] et de mobilisations qui a conduit l'état-major syndical [de la CGT] à appeler à la grève générale des 7 et 8 juillet et tenter ainsi de mettre un terme aux revendications populaires »²².

Démocratie par en bas et représentativité

La question de l'influence des *Coordinadoras* est étroitement liée aux modalités d'(auto)-organisation et d'(auto)-représentation propres à ces structures. Selon Yolanda Colom et Alicia Salomone, auteures d'une des premières études sur le phénomène, elles auraient fonctionné « sur le mode de la démocratie ouvrière »²³. L'affirmation est sans doute à nuancer sans pour autant remettre en cause le fait que, au moins au niveau zonal, les *Coordinadoras* pratiquent des formes élémentaires, mais réelles, de démocratie ouvrière : elles expriment, à travers l'auto-organisation des travailleurs qui dirigent leurs propres luttes et décident collectivement de l'orientation dont ils se dotent, ce qui pourrait constituer les prolégomènes d'une organisation radicalement distincte de la société face au gouvernement, aux directoires des grands groupes et à leurs rouages.

Pour avoir une idée de l'ambiance caractérisant les *Plenarios* régionaux de Buenos Aires et sa banlieue, de leur portée, mais aussi du poids des appareils politico-militaires en leur sein et de la façon dont ils contribuent à brider, y

²¹ José MONTES, dir., *Astillero Río Santiago, su historia y su lucha relatada por sus trabajadoras*, Buenos Aires, Ediciones LVO, 1999, p. 30-32.

²² Cité in Y. COLOM et A. SALOMONE, *op. cit.*, p. 10.

²³ *Ibid.*, p. 15.

compris sans le vouloir, l'expression d'une réelle « démocratie par en bas », on songera au témoignage d'Alejandro, à l'époque très jeune secrétaire général d'Avon (industries graphiques, Vicente López) et membre de la *Coordinadora* de la Zone nord. Au premier *Plenario* étaient présentes

[...] toutes [les équipes combattives du Grand] Buenos Aires. [...] Entourés comme on l'était par les Montoneros, ce n'était pas simple [pour intervenir], mais on a pu débattre. [...] On était à Beccar, dans un quartier qui était, pour eux, un peu comme une « zone libérée ». Tout était contrôlé par la JTP et Montoneros. [...] C'est eux qui avaient tout organisé : la salle, la sécurité. [...] On n'était pas dans un amphithéâtre [le syndicat des fonctionnaires], mais sur un terrain de basket, avec au milieu une tribune, et avec les « Montos » tout autour. [...] Un [de leurs] chefs, Carlos Caride, était juste à côté de moi, et laissait bien voir le flingue qu'il portait à la ceinture. Et toi, si tu voulais intervenir, il fallait que tu te lèves, que tu dises « non, je ne suis pas d'accord ». La pression des appareils était très forte pour des gamins de notre âge. Moi-même j'avais 20 ans. [...] Donc le *Plenario*, ce n'était pas une AG ouvrière comme les autres. [C'était un peu comme dans] *Octobre* [d'Eisenstein], la scène avec Trotsky [au soviet de Pétrograd], mais avec plus de poids des appareils [politico-militaires] (...) et tout le monde qui gueule en même temps. C'était un peu pareil²⁴.

Le témoignage, en tant que tel, montre « l'envers du décor » mais n'enlève rien à la légitimité, *de facto*, des délégations présentes. Cela ne résout pas, cependant, la question d'une authentique démocratie ouvrière qui ne voit pas le jour au cours des deux *Plenarios*. Comme le soulignent Aguirre et Werner, ce qui prime avant tout au cours de ces pléniers régionaux par rapport aux tendances que l'on peut retrouver

²⁴ Entretien avec Alejandro, ancien secrétaire général d'Avon (industries graphiques, Villa Martelli) et membre de la *Coordinadora* de la Zone nord, Fonds F. Aguirre et R. Werner, 2002.

dans « les organismes de base des travailleurs [ou même au niveau zonal, comme nous allons le voir] c'est le consensus entre courants par rapport à la discussion et au débat sanctionnés par un vote, [en raison, notamment], du poids des 'appareils' des courants opposés au classisme », à commencer par la JTP et Montoneros²⁵.

Si l'on change maintenant de focale, les choses s'organisent différemment quand on se réfère au fonctionnement plus quotidien des *Coordinadoras*. Au niveau local, à Buenos Aires et dans sa banlieue, les témoignages sur lesquels nous avons pu travailler tendent à confirmer que le mandatement est plus régulier dans les AG. Dans tous les cas étudiés, néanmoins, on note, *a minima*, l'existence d'un travail « d'aller-retour » systématique entre la base et les structures de coordination. Dans le cas de la Zone nord, Oscar Bonatto, ouvrier chez Del Carlo (sous-traitance automobile) et militant du PST, souligne comment,

[...] lorsqu'il y avait une décision importante à prendre, [on venait] avec tous les collègues [mobilisés, qu'ils soient encartés ou non], pour que le plus grand nombre puisse participer [aux débats], mais tout le monde ne votait pas [au cours des AG de coordination inter-entreprises], parce que cela aurait été trop compliqué pour prendre des décisions. Il n'y avait que deux ou trois camarades par usine, par lieu de travail [qui votaient] [...], en général des délégués [des CI ou des Corps de Délégués]²⁶.

Cet élargissement de la base des *Coordinadoras* et l'accroissement de la participation à leurs travaux, jusqu'en mars 1976, prévaut également à Córdoba où

²⁵ F. AGUIRRE et R. WERNER, *op. cit.*, p. 226. Pour reprendre la terminologie politique de l'époque, l'orientation générale de Montoneros est davantage vertébrée par une conception militariste de l'affrontement social, combinée à une politique de débordement de l'appareil péroniste, plus que par l'idée de construire, à partir des unités de production, le double-pouvoir ouvrier et populaire face à celui de la bourgeoisie. De ce point de vue, la chronologie de la séquence juin-juillet 1975 que Montoneros présente, « à chaud », dans *Evita Montonera*, son organe théorique le plus important, est assez symptomatique de cette grille de lecture donnant la primauté à l'affrontement militaire. Voir « Crónica de la resistencia », *Evita Montonera*, n° 5, *s.l.* [éd. clandestine], juin-juillet 1975, p. 5-9.

²⁶ Entretien avec Oscar Bonatto, travailleur du secteur automobile à Del Carlo (Beccar), militant du PST, février 2000, Fonds F. Aguirre et R. Werner.

la démocratie ouvrière se pratique, coûte-que-coûte et jusqu'au bout, comme le rappelle Abel Bohoslavsky, cadre du PRT, lié au syndicat de Perkins. La *Mesa*,

[...] repose sur un fonctionnement plus désorganisé, au sens où, une fois que la légalité a été brisée [après le coup d'État provincial de février 1974], tout devient plus compliqué. Mais que les choses soient compliquées ne veut pas dire qu'elles se font de façon moins démocratique. On fait des AG quand on peut. Si ce n'est pas possible, alors elles se font en dehors de l'usine [mais] rien ne se perd quant [aux traits essentiels] de la période, [à savoir] le fonctionnement démocratique, la prise de décision en commun [*lo deliberativo*], la grande participation des travailleurs du rang et la politisation²⁷.

C'est, en dernière instance, ce que souligne *Avanzada socialista*, en juillet 1975, au niveau du Grand Buenos Aires :

[...] de nombreux travailleurs appuient les *Coordinadoras* qui voient le jour, encouragés en cela par le fait qu'ils y rencontrent ce qu'ils ne trouvent pas dans les syndicats, avec leurs directions bureaucratiques, [à savoir un espace de] discussion démocratique, une information claire sur ce qui se passe dans les différentes zones et sur les lieux de travail [et] l'unité, dans la lutte, des différents syndicats et secteurs²⁸.

Les *Coordinadoras*, affirme Flores Montenegro, dirigeant du syndicat du caoutchouc et pilier de la *Mesa* cordobaise, ont

[...] représenté une croissance qualitative [...] au niveau de l'organisation de classe. Le militantisme se développait dans tous les syndicats [mais] aucun dirigeant ne pouvait agir au nom de la classe si la décision n'avait pas été ratifiée en AG. C'est le vote à

²⁷ Entretien avec Abel Bohoslavsky, cadre du RT-ERP, responsable presse du parti, conseiller médical du SITRAP (Córdoba), avril 2009, Fonds F. Aguirre et R. Werner.

²⁸ « Editorial », *Avanzada socialista*, n°153, Buenos Aires, 12/07/1975.

main levée qui donnait sa force à nos organismes. S'il fallait décider de partir en manif, eh bien on y allait. S'il fallait s'opposer à un accord passé entre le patronat et la bureaucratie syndicale, on réalisait des actions qui montraient qu'on s'y opposait. [Mais] toutes ces décisions émanaient d'AG et [étaient ratifiées] par un vote à main levée [indépendamment de l'orientation politique de tel ou tel dirigeant syndical]. C'était là un embryon de pouvoir que les travailleurs administraient, pas à pas, au rythme effréné des mobilisations²⁹.

Comme l'ont relevé Néstor Restivo et Raúl Delatorre, le programme économique défendu par Rodrigo n'était rien d'autre qu'une des versions de celui qu'imposerait, par la suite, la Junte militaire³⁰. Cette première mouture de thérapie de choc néo-libérale échoue en raison de l'opposition ouvrière qui explose littéralement au cours de l'hiver 1975 et que contribuent à structurer en partie les *Coordinadoras*, d'où la nécessité de les liquider. Si, pour reprendre Pilar Calveiro, il est décidé « d'en finir, à la racine, et d'exterminer tout germe d'organisation pouvant exister [...], quelle que soit son orientation politique, [...] d'annihiler, sans appel, toute tentative de défier le monopole de l'État de la violence »³¹, le coup d'État répond également à la tendance profonde à la remise en cause du commandement capitaliste exercé sur le système. A rebours d'une lecture d'un 24 mars 1976 qui n'aurait été marqué par aucun autre mouvement que celui des militaires putschistes, au matin, alors même que le coup d'État bat son plein, deux cents entreprises, selon certains auteurs, suivent l'appel au débrayage lancé la veille, dans la presse, par les *Coordinadoras*³². C'est à ce « rythme effréné »

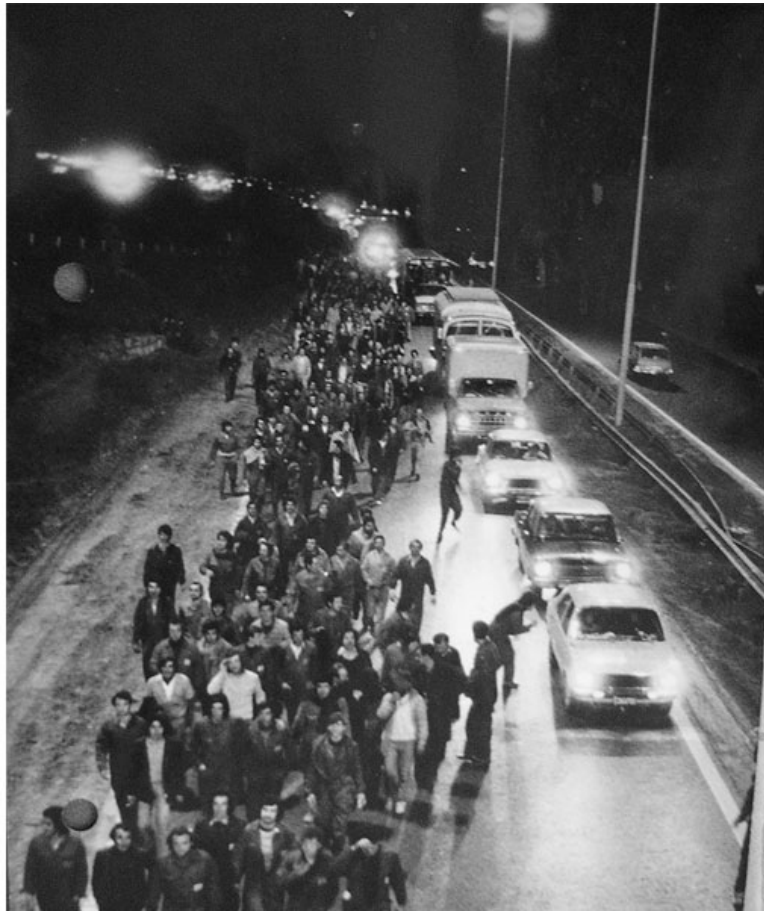
²⁹ Rafael FLORES MONTENEGRO, *Pasión y caída. Memoria de la Mesa de gremios en lucha. Argentina, 1973-1976*, Stuttgart, Ed. Abrazos, 2008, p. 63-68.

³⁰ Voir Néstor Restivo et Raúl Delatorre, *El Rodrigazo, 30 años después*, Buenos Aires, Capital Intelectual, 2005.

³¹ Pilar CALVEIRO, *Política y/o violencia. Una aproximación a la guerrilla de los años 70*, Buenos Aires, Norma, 2005, p. 189.

³² F. AGUIRRE et R. WERNER, *op. cit.*, p. 164.

qu'évoque Flores Montenegro, à cette remise en cause des hiérarchies et des tuteurs traditionnels (que le gouvernement péroniste d'Isabelita est incapable de contenir), ainsi qu'à cette promesse d'avenir distinct, que vient brutalement mettre un terme le coup d'État de mars 1976.



Juillet 1975 : colonne de travailleurs de la Zone nord du Grand Buenos Aires bloquant partiellement l'autoroute panaméricaine, en route pour la capitale (Archives Ernesto González-Violeta Bruck-laiquierdadiario.com).



3 juillet 1975 : colonne d'ouvriers des chantiers navals Astilleros Río Santiago (Ensenada) en route vers La Plata (Archives Ernesto González-Violeta Bruck-laizquierdadiario.com).



Juillet 1975 : colonne d'ouvriers des chantiers navals Astilleros Río Santiago (Ensenada) en route vers La Plata (bis) (Archives Ernesto González-Violeta Bruck-laizquierdadiario.com).



3 juillet 1975 : colonne de travailleurs de Propulsora siderúrgica (Ensenada, sidérurgie) et des chantiers navals Astilleros Río Santiago (Ensenada) à La Plata (Archives Ernesto González-Violeta Bruck-laiquierdadiario.com).



3 juillet 1975 : manifestation ouvrière à La Plata (Archives Ernesto González-Violeta Bruck-laiquierdadiario.com).

Éléments de chronologie : *Rodrigazo-Mondellazo-coup d'État (1975-1976)*

1975

5 février : Début de l'Opération *Independencia*. L'armée prend en charge directement la répression dans la province de Tucumán, au nom de la lutte contre la guérilla.

Janvier-février : Au cours des mois de janvier et février, les tarifs de l'essence, des transports ferroviaires et du téléphone augmentent. On estime que le coût de la vie a fait un bond de 8,5% en janvier.

3 mars : Grève du patronat agricole.

20 mars : Début de l'opération *Rocamora*, vaste opération de répression contre les métallos de Villa Constitución. Sur place, la résistance va se poursuivre jusqu'au 19 mai.

7 avril : Première grande grève dans les transports publics de la capitale. Le métro est paralysé. Les travailleurs du *subte* constitueront par la suite une *Coordinadora* sectorielle.

21 mars : Le ministre de l'Économie Gómez Morales met en garde contre la détérioration de la situation économique. Le coût de la vie a augmenté de 23,5% depuis janvier.

27 mai : Le *Buenos Aires Herald* note que, depuis juillet 1974, la violence politique dans le pays a fait 443 victimes. Le 3 juin, Alberto Rocamora, ministre de l'Intérieur, annonce que 5.800 incidents violents ont été enregistrés depuis mai 1974.

2 juin : Gómez Morales cède sa place à Celestino Rodrigo, nouveau ministre de l'Économie, bien déterminé à appliquer une « thérapie de choc ». Parallèlement, depuis plusieurs semaines, des discussions ont lieu entre syndicats et patronat en vue du renouvellement des Conventions Collectives de Travail (CCT), gelées pour

deux ans par le Pacte Social. Le 4 juin, Rodrigo annonce le premier volet de son plan, impliquant d'importantes hausses de prix.

2 juin-8 juillet : *Rodrigazo*. Poussée ouvrière inédite, marquée par de puissants débrayages, manifestations et affrontements pour contrer le plan économique du gouvernement et exiger le respect des négociations salariales paritaires. Mise en place de structures auto-organisées, les *Coordinadoras*. Le mouvement va se conclure par la grève générale des 7 et 8 juillet à la suite de laquelle le gouvernement se verra contraint de reculer.

28 juin : La présidente annonce la suspension des CCT négociées et des augmentations salariales par décret. Premier *Plenario* des *Coordinadoras* du Grand Buenos.

3 juillet : Grève générale à Córdoba, mobilisations à Rosario, actions ouvrières en banlieue nord, les travailleurs tentant de forcer le passage en direction de la capitale, affrontements armés à La Plata.

7-8 juillet : Première grève générale contre un gouvernement péroniste.

11-18 juillet : Isabel Perón recule, les ministres les plus impopulaires sont contraints de démissionner, à commencer par López Rega, Rodrigo et Rocamora. Plusieurs ministres proches de la CGT comme Carlos Ruckauf (Travail) ou Antonio Cafiero (Economie) font leur entrée au gouvernement. La présidente est affaiblie, accusée de corruption et sa majorité se fragmente.

20 juillet : Second *Plenario* des *Coordinadoras* du Grand Buenos Aires.

27 juillet : À la suite de frictions au sein de l'état-major, Jorge Rafael Videla prend la tête de l'armée.

18 septembre : Début d'un vaste lock-out de onze jours du patronat agraire contre la politique économique du gouvernement.

6 octobre : Décrets pris par Italo Luder, président par intérim, ordonnant aux Forces Armées « d'annihiler les agissements de la subversion » et leur donnant la possibilité d'intervenir sur l'ensemble du territoire national pour rétablir l'ordre. Le 19 novembre, l'armée intervient directement dans dix provinces argentines.

9 octobre : Début de la seconde grande grève des mineurs de Sierra Grande (Río Negro), qui prendra fin avec l'intervention de l'armée, le 18 novembre.

Octobre-novembre : poursuite de l'agitation sociale et des grèves, notamment dans le secteur automobile, dans le Grand Buenos Aires comme à Córdoba.

17 décembre : La présidente avance la date des élections générales au 17 octobre 1976. Par la suite, elle annoncera ne pas se présenter à sa propre succession.

18-22 décembre : Tentative de coup d'État du général d'aviation Orlando Capellini. Videla refuse de prendre le pouvoir comme l'en pressent les putschistes.

23 décembre : Attaque de grande envergure de l'ERP contre la caserne du 60^e bataillon de Monte Chingolo. C'est un échec retentissant.

24 décembre : Depuis Tucumán, Videla laisse entendre que si l'ordre n'est pas rétabli dans un délai de quatre-vingt-dix jours, l'armée pourrait intervenir.

1976

Janvier : La presse nationale souligne que le coût de la vie a augmenté de 335% en 1975. La police de Buenos Aires annonce qu'au cours de l'année écoulée, la province a été le théâtre de 462 affrontements armés et qu'elle a procédé à 24.000 arrestations. Ernesto Corvalán Nanclares, ministre de la Justice, affirme de son côté le 9 janvier qu'il n'y aura pas de coup d'État.

3 février : Trente-septième remaniement ministériel en dix-huit mois. Le président de la Banque Centrale Emilio Mondelli, partisan d'un « Plan Rodrigo bis », remplace Cafiero à l'Économie.

9 février : Selon Videla, l'armée a anéanti la guérilla à Tucumán.

16 février : Lock-out patronal national organisée par l'APEGE, coordination de syndicats à l'orientation ouvertement putschiste et à laquelle participent les secteurs les plus concentrés du patronat.

5 mars : Mondelli dévoile son programme économique, qui est une version retouchée de ce qu'avait défendu Rodrigo en juin 1975. La direction de la CGT ne

prend aucune position. À la base, cependant, les grèves se multiplient et la poussée ouvrière est comparable à celle qui marque les prolégomènes du *Rodrigazo*, quelques mois auparavant. C'est le *Mondellazo*. Les mobilisations se poursuivent jusqu'au 24 mars.

24 mars : Coup d'État des généraux Videla et Agosti et de l'amiral Massera. Début de la dictature qui ne prendra fin qu'avec la transition électorale de 1983.